



Stock Photo, Burkina Faso

# MARIAGE D'ENFANTS, PRÉCOCE ET FORCÉ :

## Une analyse d'économie politique du Burkina Faso

Novembre 2020



Iris Group

## TABLE DES MATIÈRES

I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE.....	III
II. INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE.....	1
III. CONTEXTE.....	2
IV. RÉSULTATS .....	3
A. FACTEURS FONDAMENTAUX.....	3
B. RÈGLES DU JEU.....	4
C. ICI ET MAINTENANT .....	7
<i>Parties prenantes de CEFM</i> .....	7
<i>Liens stratégiques avec d'autres enjeux</i> .....	9
D. DYNAMIQUES.....	12
<i>Progrès</i> .....	12
<i>Obstacles aux progrès</i> .....	13
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	15
A. QUELLE SONT LES JUSTIFICATIONS ÉCONOMIQUES POUR L'INVESTISSEMENT DANS LA LUTTE CONTRE LE CEFM AU BURKINA FASO?.....	15
B. QUELS SONT LES FACTEURS D'INFLUENCE CLÉS DU CEFM AU BURKINA FASO ? .....	15
C. DANS QUELLES DOMAINES L'INVESTISSEMENT/L'INFLUENCE PEUVENT-ELLES TRANSFORMER LES LACUNES EN OPPORTUNITÉS ? .....	16
RÉFÉRENCES.....	18
APPENDIX A. GUIDE D'ENTREVUE DES INFORMATEURS CLÉS (FRANÇAIS) .....	21

Ce rapport a été préparé par Iris Group avec le financement de la Fondation Bill & Melinda Gates sous l'ID d'investissement #005233. Le rapport ne reflète pas nécessairement les vues de la Fondation Bill & Melinda Gates.

### REMERCIEMENTS

Iris Group remercie Mary Beth Hastings pour la conceptualisation et la supervision de cette analyse et pour la rédaction de ce rapport, ainsi qu'Aishwarya Nagar pour son soutien à la recherche. L'auteur reconnaît son statut de personne occidentale privilégiée en dehors de ce contexte, appliquant son objectif d'analyse sur les conditions politiques et économiques dans un autre pays, et que cette perspective peut influencer les conclusions et les recommandations du rapport. Nous remercions également Aditi Krishna d'Iris Group et Suzanne Petroni de Gender Equality Solutions, pour leur contribution technique et éditoriale. Iris Group est profondément reconnaissant pour les conseils et le soutien technique d'Yvette Efevbera, de la Fondation Bill & Melinda Gates, tout au long de la préparation de cette analyse et de ce rapport, ainsi que pour la contribution de nombreux informateurs clés.

**Citation préférée :** Iris Group. 2020. Analyse d'économie politique des mariages d'enfants, précoces et forcés au Burkina Faso. Chapel Hill, USA

## I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

En 2020, Iris Group a mené une analyse d'économie politique (PEA) sur la question du mariage d'enfants, précoce et forcé (CEFM) au Burkina Faso afin de contextualiser le travail du Consortium des Partenaires d'Apprentissage du Mariage d'Enfants<sup>1</sup> et d'offrir une vue d'ensemble de l'environnement des programmes combattant le CEFM dans le pays. Une revue de la littérature et des entretiens avec des informateurs clés nous ont permis de formaliser notre analyse et conclure les éléments suivants :

PILLIERS DE L'ANALYSE	PRINCIPALES CONCLUSIONS	IMPLICATIONS
<b>Principes fondamentaux</b> <i>(par exemple, les structures intégrées: géographie, classe sociale, ethnicité)</i>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le taux de mariage d'enfants est le plus élevé au Sahel : les filles des zones rurales sont significativement plus susceptibles d'être mariées avant 18 ans</li><li>• Le taux de mariage d'enfants est le plus élevé parmi les familles les plus pauvres, et ce taux ne tombe qu'en dessous de 50 % dans le quantile le plus riche</li><li>• Les taux de mariage des moins de 18 ans et des moins de 15 ans sont les plus élevés dans les groupes musulmans et traditionnels/animistes religieux</li><li>• Les disparités géographiques dans le taux de mariage d'enfants correspondent généralement aux disparités géographiques dans l'égalité du genre</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'accès à l'éducation, aux services de santé et à l'emploi (comme dans les zones urbaines) peut contribuer à réduire le taux de mariage d'enfants</li><li>• Les efforts de lutte contre la pauvreté peuvent atténuer le mariage d'enfants, mais ne peuvent pas l'éliminer</li><li>• Les taux élevés parmi les familles musulmanes suggèrent que l'engagement des chefs religieux est critique</li><li>• La discrimination et les normes sociales qui ciblent les filles et les femmes doivent également être abordées pour réduire les taux de mariage d'enfants</li></ul>

---

<sup>1</sup> Le Consortium des Partenaires d'Apprentissage du Mariage d'Enfants a été convoqué pour faciliter l'action et l'apprentissage coordonnés entre sept partenaires qui se concentrent sur la recherche, le plaidoyer et la mise en œuvre. Le Consortium comprend : le GIRL Center du Population Council, l'UNICEF, Filles Pas Épouses, Iris Group, Fraym, Center of Gender Equity and Health de l'Université de Californie à San Diego, et Unchained At Last.

PILLIERS DE L'ANALYSE	PRINCIPALES CONCLUSIONS	IMPLICATIONS
<p><b>Règles du jeu</b></p> <p><i>(par exemple, les lois, engagements internationaux, politiques, normes sociales)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mariage légal commence à 17 ans pour les filles/femmes et à 20 ans pour les garçons/hommes sauf dispense d'âge accordée pour motif grave par le tribunal civil (art 238 du Code des Personnes et de la famille)</li> <li>• Une stratégie nationale pour la prévention et l'élimination du mariage d'enfants fut adoptée en 2015</li> <li>• Les normes sociales et de genre pertinentes incluent: le mariage pour sceller les alliances familiales ; la polygamie; mutilations génitales féminines (MGF) ; les tabous liés aux relations sexuelles avant le mariage, les grossesses hors mariage; etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le plaidoyer pour des réformes juridiques ne devrait pas se concentrer uniquement sur les efforts d'égaliser l'âge du mariage à 18 ans – un objectif des organisations de la société civile (OSC) – mais aussi sur les mesures d'application de cette loi</li> <li>• Les investissements doivent s'aligner avec la stratégie nationale, cette dernière offrant un cadre politique et opérationnel orienté par le gouvernement</li> <li>• Aborder les normes sociales est essentiel et urgent, en particulier dans les régions où le nombre de rapt est élevé</li> </ul>
<p><b>Ici et maintenant</b></p> <p><i>(par exemple, les événements récents et circonstances actuelles)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Burkina Faso dispose d'un gouvernement avec une forte volonté et d'une coalition active de la société civile pour éliminer le mariage d'enfants</li> <li>• Les ONG internationales (OING) s'appuient souvent sur les organisations communautaires pour implémenter au niveau local</li> <li>• Les programmes ont tendance à regrouper des approches éducatives, économiques et d'engagement communautaire, mais peu sont évaluées</li> <li>• COVID-19 a perturbé les réseaux de communications, les suivis et les programmes de lutte contre le CEFM ; le terrorisme affecte la majorité des programmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les efforts de lutte contre le mariage d'enfants sont maximisés lors d'une collaboration efficace entre les parties prenantes aux niveaux national et local</li> <li>• Les OSC locales doivent être incluses pour atteindre les communautés ciblées</li> <li>• Davantage d'évaluations sont nécessaires pour évaluer l'impact des programmes</li> <li>• Les programmes contre le CEFM après COVID-19 devront répondre aux besoins économiques immédiats</li> <li>• Il faut intégrer/renforcer la promotion de l'abandon du mariage d'enfants dans les interventions humanitaires</li> </ul>

PILLIERS DE L'ANALYSE	PRINCIPALES CONCLUSIONS	IMPLICATIONS
<p><b>Dynamiques</b></p> <p><i>(l'interaction entre les autres piliers)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Progrès:</b> Les réformateurs ont obtenu le soutien de la Première Dame; des dirigeants locaux et le gouvernement s'engagent activement avec la coalition de la société civile; la recherche au niveau régional illustre de plus en plus quelles normes et quelles conditions sont à l'origine des disparités dans les taux de CEFM; divers programmes atteignent les communautés à travers le pays.</li> <li>• <b>Obstacles:</b> Les réformes juridiques ne progressent pas et les objectifs de réduction du mariage d'enfants sont limités; significativement plus de recherche sera nécessaire pour identifier les approches efficaces; les programmes sont de petite échelle et difficiles à développer en raison de l'inaccessibilité des communautés cibles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les investissements par les donateurs et OING dans les groupes de la société civile ont mené à des réponses appropriées concernant les programmes et le plaidoyer contre le CEFM</li> <li>• Compte tenu des priorités concurrentes et du recul potentiel des acteurs conservateurs, davantage de plaidoyers doivent être menés à l'endroit du gouvernement pour qu'il donne la priorité à la lutte contre le CEFM</li> <li>• La croissance des programmes serait probablement coûteuse et perdrait les avantages de l'adaptation locale</li> <li>• La recherche supplémentaire sur les données sous-régionales et la mise en œuvre des interventions aiderait à maximiser l'efficacité des programmes</li> </ul>

Les résultats de cette PEA soutiennent les conclusions et recommandations suivantes:

### Justifications économiques pour l'investissement

- **Le Burkina Faso a plusieurs composantes cruciales pour le succès qui ne sont pas actuellement significatifs en raison de financement limité.** L'engagement du gouvernement en faveur de l'égalité des genres, la mobilisation de la société civile sur le mariage d'enfants et les responsables expérimentés de programmes qui s'attaquent à la question sont des facteurs puissants avec la capacité de lutter contre le mariage d'enfants, malgré de nombreux obstacles.
- **L'activisme de la société civile du Burkina Faso sur le mariage d'enfants pourrait servir de modèle ailleurs.** Les exemples de coalitions efficaces à long-terme comme CONAMEB sont rares, donc un investissement dans l'observation et la documentation du travail de CONAMEB pourrait être très utile aux groupes de la société civile qui apprennent encore à se faire entendre sur cette question.
- **Susciter des progrès au Burkina Faso fournirait des leçons sur la façon d'aborder les taux élevés de mariage d'enfants.** Contrairement aux pays qui ont vu leurs taux baisser, le Burkina Faso n'a pas connu le type de progrès économique qui aurait pu déclencher des baisses de CEFM. Cela pourrait fournir un test important pour savoir si des progrès peuvent être accomplis dans un pays qui a la volonté politique et l'expérience pour s'attaquer au problème, mais qui manque de changements macro-économiques.

### Facteurs d'influence clés du CEFM au Burkina Faso

- **La stratégie nationale et ses plans opérationnels servent de repères importants à la fois pour le gouvernement et la société civile.** Les investissements dans la lutte contre le mariage d'enfants devraient suivre cette stratégie et faire avancer les efforts pour un suivi des progrès.
- **Diverses organisations autant internationales et que de la société civile intègrent le mariage d'enfants dans leurs programmes et ont une portée dans les communautés à travers le pays entier.** Les OING ont fourni au niveau mondial des ressources éducatives et du financement et les OSC poursuivent des stratégies à volets multiples et se joignent à des acteurs clés, même dans les zones difficiles d'accès.
- **Les investissements courants au Burkina Faso et les relations positives entre les donateurs et le gouvernement peuvent être mis à profit pour accroître la priorisation des adolescentes.** Les donateurs peuvent aider à placer la lutte contre le mariage d'enfants comme une priorité dans le plan de développement et d'égalité des genres dirigé par le gouvernement et accroître le niveau des financements publics pour ce volet.

### Transformation des lacunes en opportunités

- **Les programmes combattant le CEFM au Burkina Faso ont besoin de données suffisantes et de meilleures qualités sur le CEFM, générées à partir d'études quantitatives et qualitatives, et d'évaluations de programmes.** Les organisations internationales et de la société civile ont besoins de données fiables sous-régionales et qualitatives pour améliorer leurs stratégies.
- **L'investissement dans les capacités des organisations de la société civile ainsi que dans les programmes ciblant le changement des normes peut établir une structure de base pour des gains futurs.** Les organisations dirigées par les jeunes et les femmes ont besoin de ressources supplémentaires pour la mise en œuvre de leurs plans d'actions, le suivi des progrès et des performances de leurs programmes et faire face aux défis actuels liés à la COVID-19.
- **Un engagement accru des chefs religieux au niveau national pourrait stimuler le changement social.** Considérant le taux élevé de mariages d'enfants parmi les communautés musulmanes, des dirigeants musulmans renommés pourraient être des influenceurs efficaces.

## II. INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE

En 2020, Iris Group a mené une analyse d'économie politique (PEA) sur la question du mariage d'enfants, précoce et forcé (CEFM) au Burkina Faso afin de contextualiser le travail du Consortium des Partenaires d'Apprentissage du Mariage d'Enfants<sup>2</sup> et d'offrir un aperçu de haut niveau de l'environnement des programmes combattant le CEFM dans le pays. Le but ultime de cette analyse est de fournir un contexte au niveau macro permettant de présenter les conclusions des investissements dans ces interventions.

Iris Group a adapté un cadre existant d'analyse d'économie politique provenant du 2018 USAID PEA Guide for Practitioners (Menocal et al., 2018) pour identifier le contexte sous-jacent de CEFM. L'équipe a effectué une revue de littérature formelle et informelle et a mené cinq entretiens semi-structurés avec 11 informateurs clés sur le sujet. Cette PEA est axée sur le genre, examinant comment la société burkinabè comprend et applique les rôles et responsabilités des hommes et des femmes, et comment les dynamiques politiques influencent l'égalité des droits des femmes et des filles. Cette emphase sur le genre a été intégrée dans les entretiens avec les informateurs clés et à l'analyse des résultats.

Iris Group a évalué les résultats sous quatre angles différents :

- **Facteurs fondamentaux** : Structures intégrées difficiles ou impossibles à changer, telles que la géographie, le statut social, l'ethnie et l'inégalité entre les genres
- **Règles du jeu** : lois, engagements internationaux, politiques et normes sociales
- **Ici et maintenant** : événements et circonstances actuelles
- **Dynamique** : Interaction entre les piliers

Cette étude présente le contexte de CEFM au Burkina Faso, résume les conclusions de chaque pilier d'analyse d'après la revue littéraire et les entretiens, et fournit des recommandations basées sur ces conclusions pour lutter contre le CEFM au Burkina Faso.

---

<sup>2</sup> Le Consortium des Partenaires d'Apprentissage du Mariage d'Enfants a été convoqué pour faciliter l'action et l'apprentissage coordonnés entre sept partenaires qui se concentrent sur la recherche, le plaidoyer et la mise en œuvre. Le Consortium comprend : le GIRL Center du Population Council, l'UNICEF, Filles Pas Épouses, Iris Group, Fraym, Center of Gender Equity and Health de l'Université de Californie à San Diego, et Unchained At Last.

### III. CONTEXTE

Pays enclavé, avec des ressources naturelles limitées, le Burkina Faso est confronté à des défis de développement considérables. En 2019, son revenu national brut par habitant était de \$790, parmi les plus bas des 29 économies à faible revenu dans le monde (World Bank, 2020a). Près de 80% de la population active est employée dans un secteur agricole instable et 40,1% vit en dessous du seuil de pauvreté nationale (World Bank, 2020a). Le pays étant confronté à une double crise de la COVID-19 et de sécurité entraînant des déplacements internes massifs. Un total de 3,3 millions de personnes font face à des insécurités alimentaires considérables et avaient besoin d'une aide humanitaire d'urgence (OCHA, 2021; World Food Programme, 2020). Cela risque d'exacerber la situation déjà difficile et précaire pour les enfants, où un quart des enfants de moins de 5 ans souffrent de croissance ralentie et la mortalité des moins de cinq ans affecte près d'un dixième de tous les enfants, à un taux de 91 pour 1 000 naissances (United Nations Development Programme, 2020).

Depuis son indépendance en 1960, le pays a connu plusieurs coups d'État. En 2014, les troubles civils ont commencé lorsque le président Blaise Compaoré a tenté de poursuivre son règne de 27 ans, entraînant sa fuite en exil et l'avènement d'un gouvernement de transition. Un an plus tard, les partisans de Compaoré ont organisé un putsch, mais les protestations et les pressions internationales ont mené au rétablissement du gouvernement de transition une semaine plus tard. Les élections plus tard dans l'année furent considérées par le Département d'État américain comme « libres et équitables ». Depuis 2017, des groupes armés se sont imposés dans le nord, entraînant une crise humanitaire sans précédent, avec plus d'un million de Burkinabè déplacés à l'intérieur du pays (IOM, 2020; UNHCR, 2020).

Le Burkina Faso est notable parmi les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre à la fois pour son taux élevé de mariages d'enfants et son progrès très ralenti à en réduire la pratique. Selon DHS 2010, le mariage d'enfants tel que reporté par les femmes de 20 à 24 ans était de 51,6 pour cent (Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) et al., 2012). En 2015, les données de l'enquête EMC ont montré une légère diminution du taux à 51,3 pour cent (UNFPA & UNICEF, 2019). Les femmes plus âgées rapportent presque les mêmes taux de premier mariage avant 18 ans que cette cohorte plus jeune, indiquant que le taux général de mariage d'enfants est resté stagnant au fil des décennies (Global Child Protection Area of Responsibility, 2019). Le mariage des moins de 15 ans a légèrement diminué au niveau national de 2010 à 2015, passant de 10,2 à 8,9 pour cent, bien que les augmentations dans les régions du Centre Nord et du Centre Sud contrebalancent les progrès au Sahel (UNFPA & UNICEF, 2019).



## IV. RÉSULTATS

### A. Facteurs fondamentaux

Cette section explore les structures intégrées ou fixes qui affectent le CEFM. Les structures intégrées sont celles qui ne changent pas rapidement et devraient être considérées comme des constantes dans toute stratégie liée au CEFM. Le tableau ci-dessous résume les conclusions principales explorées dans cette section, et leurs implications pour les stratégies CEFM.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	IMPLICATIONS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le taux de mariage d'enfants est le plus élevé au Sahel : les filles des zones rurales sont significativement plus susceptibles d'être mariées avant 18 ans</li> <li>Le taux de mariage d'enfants est le plus élevé parmi les familles les plus pauvres, et ce taux ne tombe qu'en dessous de 50 % dans le quantile le plus riche</li> <li>Les taux de mariage des moins de 18 ans et des moins de 15 ans sont les plus élevés dans les groupes musulmans et traditionnels/animistes religieux</li> <li>Les disparités géographiques dans le taux de mariage d'enfants correspondent généralement aux disparités géographiques dans l'égalité du genre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'accès à l'éducation, aux services de santé et à l'emploi (comme dans les zones urbaines) peut contribuer à réduire le taux de mariage d'enfants</li> <li>Les efforts de lutte contre la pauvreté peuvent atténuer le mariage d'enfants, mais ne peuvent pas l'éliminer</li> <li>Les taux élevés parmi les familles musulmanes suggèrent que l'engagement des chefs religieux est critique</li> <li>La discrimination et les normes sociales qui ciblent les filles et les femmes doivent également être abordées pour réduire les taux de mariage d'enfants</li> </ul>

Le mariage d'enfants varie considérablement au Burkina Faso selon la situation géographique, avec une division particulièrement prononcée entre les zones urbaines et rurales. La région du Sahel a le taux de mariage des moins de 18 ans le plus élevé avec 76 pour cent (UNFPA & UNICEF, 2019). L'âge médian au premier mariage des filles/femmes varie entre 16,1 ans dans la région la plus rurale du Sahel et 19,4 ans dans les zones urbaines au centre du pays (Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité, 2015). Une étude sur la région du Sahel a révélé que les filles

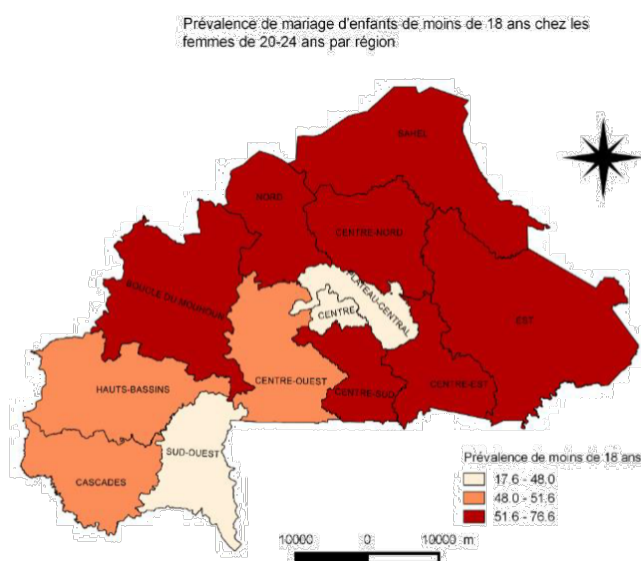


Figure 1. Taux de mariage des moins de 18 ans. UNFPA & UNICEF, 2019

et les garçons des zones rurales se marient jeunes, avec un âge moyen à la première union de 15 ans pour les filles et de 16 ans pour les garçons (Initiatives Conseil International, 2016). Le mariage d'enfants est un peu moins de 20 pour cent dans les zones urbaines, comparé à 63 pour cent dans les zones rurales. Le taux de mariage d'enfants à Ouagadougou est le plus bas du pays, environ 13 pour cent (UNFPA & UNICEF, 2019). Plusieurs informateurs ont mentionné des disparités entre les zones urbaines et celles rurales concernant les taux de mariage d'enfants, attribuant ces différences à l'accès à l'école secondaire, aux programmes de santé sexuelle et reproductive, aux normes sociales et à l'information sur les dangers du mariage d'enfants (Interviews, 10/28a, 10/28b, 11/4a).

La classe économique affecte également les taux de mariage d'enfants. Une fille sur cinq dans le quantile le plus riche de la société burkinabè est mariée avant 18 ans, tandis que la moitié des filles du quantile suivant se marient avant 18 ans. Parmi les plus pauvres, le mariage d'enfants est la norme, avec sept sur dix mariés avant 18 ans et un sur sept mariés avant 15 ans (UNFPA & UNICEF, 2019).

Le mariage d'enfants est le plus élevé (67%) parmi ceux qui pratiquent des religions traditionnelles ou animistes au Burkina Faso, bien que ces religions ne représentent que 15% de la population (UNFPA & UNICEF, 2019). 60 pour cent des habitants du Burkina Faso sont musulmans et les taux de mariage d'enfants parmi les musulmans sont de 57 pour cent (moins de 18 ans) et de 10 pour cent (moins de 15 ans). Chez les catholiques, les taux sont respectivement de 34 % et 4 %, et de 36 % et 8 % chez les protestants (UNFPA & UNICEF, 2019). Un informateur a expliqué: « L'honneur dans la famille est préservé grâce à la tradition du mariage d'enfants, en particulier dans la communauté musulmane » (Interview, 11/4a). Un autre a noté que la croyance que les filles devraient se marier dès que leurs cycles menstruels commencent est particulièrement répandue chez certains musulmans (Interview, 11/4b).

Le gouvernement s'est engagé à lutter contre les inégalités des genres, mais une discrimination de longue date affecte les femmes et les filles quotidiennement, contribuant au mariage d'enfants. Les femmes ne détiennent que 14 soit (9%) des 127 sièges de l'Assemblée nationale et le Burkina Faso se classe 129<sup>ème</sup> sur 153 pays en ce qui concerne l'égalité des genres (Mednick, 2020a). Le Social Institutions and Gender Index (Indice des Institutions Sociales et du Genre) du OECD a constaté un niveau très élevé de discrimination des genres au Sahel, conforme avec le taux élevé de mariages d'enfants dans la région. D'autres régions telles que le Nord, le Centre Nord et la Boucle du Mouhoun, ont des niveaux élevés de discrimination ainsi que des taux élevés de mariage d'enfants (Sahel and West Africa Club, OECD, 2018).

## B. Règles du Jeu

Cette section explore les règlements formels et informels du Burkina Faso régissant les actions individuelles, communautaires et gouvernementales reliées au CEFM, incluant les lois et politiques nationales, les engagements internationaux et les normes sociales. Les principales conclusions explorées dans cette section et leurs implications pour la stratégie de lutte contre le CEFM sont :

PRINCIPALES CONCLUSIONS	IMPLICATIONS
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mariage légal commence à 17 ans pour les filles/femmes et à 20 ans pour les garçons/hommes sauf dispense d'âge accordée pour motif grave par le tribunal civil (art 238 du Code des Personnes et de la famille)</li> <li>• Une stratégie nationale pour la prévention et l'élimination du mariage d'enfants fut adoptée en 2015</li> <li>• Les normes sociales et de genre pertinentes incluent: le mariage pour sceller les alliances familiales ; la polygamie; mutilations génitales féminines (MGF) ; les tabous liés aux relations sexuelles avant le mariage, les grossesses hors mariage; etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le plaidoyer pour des réformes juridiques ne devrait pas se concentrer uniquement sur les efforts d'égaliser l'âge du mariage à 18 ans – un objectif des organisations de la société civile (OSC) – mais aussi sur les mesures d'application de cette la loi</li> <li>• Les investissements doivent s'aligner avec la stratégie nationale, cette dernière offrant un cadre politique et opérationnel orienté par le gouvernement</li> <li>• Aborder les normes sociales est essentiel et urgent, en particulier dans les régions où le nombre de rapt est élevé</li> </ul>

Le gouvernement du Burkina Faso a ratifié les accords internationaux liés à l'égalité des genres et au mariage d'enfants, mais n'a pas encore réformer ses lois sur l'âge légal du mariage conformément à la Charte Africaine des droits et du bien-être de l'enfant et à la Convention relative aux droits de l'enfant (Amnesty International, 2016). Le Code Des Personnes et de La Famille (1990) fixe l'âge légal du mariage pour les hommes (20 ans) et les femmes (17 ans) (Amnesty International, 2016). Le code permet aux filles de se marier à 15 ans si un tribunal est d'accord et que les deux partenaires y consentent (Code Des Personnes et de La Famille, 1989). Cependant, les lois sur le mariage ne s'appliquent qu'aux mariages enregistrés au niveau civil - pas aux mariages traditionnels ou religieux, qui sont beaucoup plus communs (Amnesty International, 2016). Sous la loi, les femmes et les hommes ont tous deux également le droit de se marier (*Burkina Faso Constitution Du 11 Juin 1991 (Version Du 11 Juin 2012)*, 2012). Alors que les informateurs ont affirmé qu'il existe une compréhension répandue de la loi parmi les autorités locales et les communautés, "la loi n'affecte pas fortement le comportement des gens" (Interview, 11/4a). Une étude au Sahel a révélé que la moitié des adolescents ne connaissaient pas l'âge légal du mariage, et seulement 7 pour cent connaissaient les recours juridiques contre le mariage d'enfants (Initiatives Conseil International, 2016).

En 2015, le gouvernement a adopté la Stratégie nationale pour la prévention et l'élimination du mariage d'enfants, conçue pour les parties prenantes et tous les acteurs travaillant sur le mariage d'enfants (Sidibé, 2016). Son plan opérationnel fut financé par des donateurs internationaux, dont l'UNICEF, l'UNFPA et le gouvernement canadien. C'était la première stratégie de ce type dans la région (Girls Not Brides, n.d.). La stratégie et le plan ont été élaborés à travers une série d'ateliers en 2014-15 avec des représentants de différents ministères, de la société civile, des donateurs internationaux et des experts (Ministere de l'Action Sociale et de la Solidarité, 2015).

Les normes sociales et de genre varient selon l'ethnicité et la religion au Burkina Faso et ont une forte incidence sur les pratiques de mariage d'enfants. Dans les zones rurales, « le droit civil a souvent peu d'influence » notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des filles (Brady et al., 2007). Le refus d'accepter les normes et pratiques reliées au mariage est souvent punit par des menaces de violence ou de honte (Amnesty International, 2016). Le mariage est perçu comme « une forme de protection sociale pour les jeunes filles et une prescription religieuse pour les deux sexes » (Initiatives Conseil International, 2016). Certaines des normes et coutumes communes décrites dans la littérature et par les informateurs incluent:

“Dans les populations traditionnelles, nous ne pouvons pas aller à l'encontre des normes sociales ; plutôt, nous allons contre la loi.”  
– Interview, 11/4b

- Les **pratiques dangereuses** reliées aux inégalités des genres sont répandues, notamment le MGF et la polygamie. La pratique des MGF affecte 68% des femmes burkinabè, bien que le taux chez les filles de 15 à 17 ans ait passé de 54,2% en 2010 à 38,7% en 2015 (UNFPA & UNICEF, 2019). La polygamie affecte 42% des femmes au Burkina Faso, principalement dans les zones rurales.
- Les **traditions culturelles du mariage** qui supportent les pratiques de mariage d'enfants incluent *Litho* – la tradition d'échanger les filles, les promettant souvent à leur naissance – et *Pog-lenga* – apporter la nièce de la mariée en cadeau à un membre de la famille du marié (Global Child Protection Area of Responsibility, 2019).
- L'**enlèvement** des filles pour le mariage semble être fréquent, en particulier dans la région de l'Est. Cette pratique prend différentes formes:
  - Enlèvement forcé d'une fille sans son consentement ou celui de ses parents, ou sans les connaissances de ses parents;
  - Enlèvement parental, lorsque les parents aident un garçon ou un homme à enlever leur fille sans son consentement, généralement pour préserver l'honneur familial (Interview, 11/4a)
- Le **mariage d'enfants « consensuel » conçu pour ressembler à un enlèvement** a également été mentionné par les informateurs, bien que la prévalence ne soit pas claire. Cela peut inclure lorsqu'une fille et son petit ami s'enfuient pour échapper d'un mariage arrangé ou forcé ; ou, une simulation d'enlèvement lorsqu'une fille a proche de 17 ans et consent au mariage (Interview 11/4a).
- Les **mariages entre cousins** sont très fréquents dans la région du Sahel, notamment chez les Fulani. Selon une étude dans la région, 66% des mariages sont entre cousins, et « le mariage est célébré à partir du moment où la fille est au berceau » (Initiatives Conseil International, 2016). Un informateur a confirmé, affirmant que les taux élevés du Sahel sont dus à "l'importance de la famille et surtout le regroupement des familles dès le début", avec des filles promises au mariage "parfois avant même qu'une femme donne naissance à sa fille" (Interview, 10/28b).
- Les **tabous autour des relations sexuelles prémaritales** limitent l'accès à la contraception pour les jeunes célibataires et encouragent le mariage dès que les filles atteignent la

puberté, en particulier chez les musulmans (Amnesty International, 2016; Initiatives Conseil International, 2016); Interview, 10/28b).

### C. Ici et maintenant

Cette section examine l'état actuel de la lutte contre le CEFM au Burkina Faso, décrivant les parties prenantes, analysant les liens stratégiques avec les enjeux connexes et évaluant l'impact de COVID-19. Les facteurs les plus pertinents d'*Ici et maintenant*, et leurs implications pour la stratégie de CEFM, sont :

PRINCIPALES CONCLUSIONS	IMPLICATIONS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Burkina Faso dispose d'un gouvernement avec une forte volonté et d'une coalition active de la société civile pour éliminer le mariage d'enfants</li> <li>Les ONG internationales (OING) s'appuient souvent sur les organisations communautaires pour implémenter au niveau local</li> <li>Les programmes ont tendance à regrouper des approches éducatives, économiques et d'engagement communautaire, mais peu sont évaluées</li> <li>COVID-19 a perturbé les réseaux de communications, les suivis et les programmes de lutte contre le CEFM ; le terrorisme affecte la majorité des programmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les efforts de lutte contre le mariage d'enfants sont maximisés lors d'une collaboration efficace entre les parties prenantes aux niveaux national et local</li> <li>Les OSC locales doivent être incluses pour atteindre les communautés ciblées</li> <li>Davantage d'évaluations sont nécessaires pour évaluer l'impact des programmes</li> <li>Les programmes contre le CEFM après COVID-19 devront répondre aux besoins économiques immédiats</li> <li>Il faut intégrer/renforcer la promotion de l'abandon du mariage d'enfants dans les interventions humanitaires</li> </ul>

### Parties prenantes de CEFM

PARTIES PRENANTES	RÔLE/POSITION RELIÉ AU CEFM
Gouvernement central	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adopté la Stratégie nationale pour la prévention et l'élimination du mariage d'enfants en 2015 avec un processus participatif (Sahel and West Africa Club, OECD, 2018; Sidibé, 2016); La stratégie s'engage à réduire de 20 % le nombre de mariages d'enfants d'ici 2025 (Sidibé, 2016)</li> <li>Adopté et mis en œuvre les plans d'actions opérationnels en lien avec la stratégie nationale</li> <li>La Première Dame Bella Sika Kaboré est « une championne contre le mariage d'enfants et pour l'éducation des femmes » (Interview, 11/4b); En 2017, elle a convoqué une réunion avec des ministres sur le mariage d'enfants et a défendu un changement de l'âge légal à 18 ans pour les garçons et les filles (Girls Not Brides, n.d.)</li> <li>Le Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille est chargé de la protection de l'enfant ; inclut une direction technique qui pilote la stratégie, avec des plans opérationnels tous les 3 ans (Sidibé, 2016)</li> <li>Le ministère de la Justice « est censé rédiger et adopter des règlements soutenus par l'Assemblée nationale, mais le ministre qui les rédige fait face à des tensions et critiques religieuses et traditionnelles », en particulier venant des communautés musulmanes concernant l'âge du mariage (Interview, 11/4)</li> </ul>

PARTIES PRENANTES	RÔLE/POSITION RELIÉ AU CEFM
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le ministère de la Santé a amélioré l'accès à la planification familiale malgré l'opposition de l'Église catholique (Interview 11/3)</li> </ul>
Gouvernements provinciaux/locaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le ministère dispose de structures opérationnelles dans l'ensemble des 45 provinces qui servent de « noyaux relais entre les communautés pour dénoncer les pratiques dans les milieux ruraux » (Sidibé, 2016)</li> <li>Réseaux de protection de l'enfant : quasi-gouvernementaux, coordonnés par le procureur ou son substitut dans les localités disposant de tribunaux ou par les OSC ou les travailleurs sociaux dans les localités ne disposant pas de tribunaux (Interview 11/4b)</li> </ul>
Donateurs privés, bilatéraux et multilatéraux (liste partielle)	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'UNICEF et l'UNFPA supportent le développement de la stratégie nationale à travers leur programme mondial ; soutiennent la coordination à travers la plateforme multisectorielle et la coalition nationale ; mettent une emphase sur le mariage d'enfants dans leurs travaux en cours</li> <li>La Banque mondiale supporte les initiatives de droits des filles et d'accès aux services de santé reproductive au Sahel grâce aux investissements SWEDD (World Bank, 2020b)</li> <li>Le Canada et GIZ supportent le plan opérationnel de la stratégie nationale 2016-2018 (Sidibé, 2016); Les Pays-Bas le soutiennent via le programme She Decides (Interview, 10/28a)</li> <li>La Fondation Gates supporte le plan de développement du gouvernement avec un mémorandum d'entente ; supporte le plan de développement du capital humain avec une emphase sur le genre dirigé par le président ; supporte les investissements en santé pour promouvoir la coordination entre les ministres et les systèmes de données de santé (Interview, 11/3); soutient également des projets de planification familiale qui ciblent les adolescents (Pathfinder International, n.d.; Pathfinder International et al., 2020)</li> <li>La CEDEAO mène une analyse sur le coût des inégalités de genre (Interview, 11/3)</li> </ul>
Organisations internationales non gouvernementales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Population Council a mené des recherches sur l'implémentation d'une intervention à quatre volets basée sur des interventions similaires en Tanzanie et en Éthiopie (Erulka et al., 2017)</li> <li>Plan International et The Hunger Project font partie de CONAMEB (voir ci-dessous) et sont actifs sur la question du mariage d'enfants au Burkina Faso. Plan soutient également le Plan opérationnel (Sidibé, 2016)</li> <li>Amnesty International a publié un rapport pour le Comité des droits de l'homme des Nations Unies en 2016 sur le mariage forcé/précoce et les droits sexuels et reproductifs (Amnesty International, 2016)</li> <li>Oxfam et Save the Children International travaillent également sur le mariage d'enfants ainsi qu'avec la coalition et la stratégie nationale (Interview 10/28a)</li> <li>« Les OING ne sont pas très proches de la communauté. Elles ne peuvent souvent pas aller sur le terrain, alors elles collaborent avec des ONG locales » (Interview, 11/4a)</li> </ul>
Organisations de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>La Coalition Nationale contre le Mariage d'Enfants au Burkina (CONAMEB) a débuté ses activités en 2013 ; 67 organisations membres dans 45 provinces;</li> </ul>

PARTIES PRENANTES	RÔLE/POSITION RELIÉ AU CEFM
	<p>dirigé par des ONG locales; devenu un partenaire de Girls Not Brides National en 2019; inclut 5 groupes de travail (Girls Not Brides, n.d.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ONG et les OSC sont actives au niveau régional, travaillant avec les autorités locales et les chefs traditionnels/religieux pour plaider contre le mariage d'enfants et sensibiliser les parents et les adolescents (Initiatives Conseil International, 2016)</li> <li>• « Les gens ne donnent pas assez d'argent aux OSC » ; difficulté d'accéder aux ressources à cause de processus de candidature pour des dons qui sont uniquement en anglais (Interview, 11/3)</li> </ul>
Groupes religieux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les associations islamiques ont grandi en influence ; les femmes y ont plus de présence et d'influence ; une femme prêcheuse dirige une émission de radio contre le mariage forcé (Gomez-Perez, 2016)</li> <li>• La région de l'Est a une organisation catholique qui travaille sur le mariage d'enfants (Interview, 11/4a)</li> </ul>
Médias	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les OSC utilisent des programmes de télévision et de radio pour promouvoir les droits des femmes et lutter contre CEFM, élargissant la portée dans les zones inaccessibles (Interview, 11/4a)</li> <li>• L'UNICEF et son Ambassadeur de bonne volonté, la Première Dame et le ministère de l'Éducation ont lancé une campagne médiatique en 2019 qui a atteint plus d'un million de personnes (UNICEF, 2019)</li> </ul>
Acteurs individuels	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Les chefs traditionnels sont également des acteurs essentiels car les croyances et les normes culturelles sont les principales causes de CEFM dans certaines régions, comme le Sahel » (Interview, 11/4b)</li> </ul>

### Liens stratégiques avec d'autres enjeux

Il semble y avoir peu d'approches programmatiques évaluées pour lutter contre le CEFM au Burkina Faso, mais l'accès à l'éducation, le soutien économique, l'accès à la planification familiale/à la santé reproductive et le changement de normes sociales sont des approches fréquemment employées, d'après les informateurs clés et la littérature. Les interventions mentionnées par les informateurs abordaient souvent plusieurs domaines simultanément. Par exemple, une évaluation par Population Council des interventions sur le mariage des enfants (basée sur leur projet Berhane Hewan en Ethiopie) a analysé une approche multidimensionnelle dans la région Cascades qui incluait quatre traitements: dialogue communautaire, promotion de l'éducation, transfert d'actifs conditionnel et approche holistique (Erulkar et al., 2017).

	Opportunités	Défis
Éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'éducation au niveau secondaire est associé avec une diminution du nombre de mariages d'enfants (Brady et al., 2007)</li> <li>• Le premier plan opérationnel de 3-ans de la Stratégie nationale est axé sur le maintien des filles à l'école</li> <li>• Le Global Programme supporte les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les résultats de l'étude du Population Council suggèrent que des incitations économiques n'amélioreront pas à elles seules la fréquentation scolaire (Erulkar et al., 2017)</li> <li>• Les attaques terroristes contre les écoles sont fréquentes (Global Child Protection Area of Responsibility, 2019)</li> </ul>

	Opportunités	Défis
	programmes de santé et hygiène menstruelle et les initiatives de réduction de violence contre les filles dans les écoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le taux d'inscription à l'école secondaire, surtout aux cycles supérieures du secondaire, est bas pour les garçons et les filles (FHI 360, 2018)</li> </ul>
Approches économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan International travaille sur la « compétence économique » des jeunes filles pour tenter de réduire la pauvreté familiale (Interview 10/28b)</li> <li>Les activités rémunératrices pour les jeunes font partie des stratégies utilisées par les acteurs y compris au Sahel « pour occuper les jeunes » (Initiatives Conseil International, 2016)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les approches économiques ne semblent pas avoir été évaluées</li> <li>Les résultats du traitement qui incluait un transfert d'actifs conditionnel n'ont pas pu être comparés au groupe contrôle dans l'évaluation de Population Council ; pas inclus dans les résultats de l'évaluation (Erulkar et al., 2017)</li> </ul>
Normes de genre et l'autonomisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Population Council a trouvé que, des quatre groupes participants à son intervention, celui dont le traitement consistait de discussions communautaires fut un des plus réceptif au programme. L'intervention a fait baisser par deux tiers la probabilité d'être marié, et les parents ont déclaré l'âge idéal de mariage (17.4) le plus élevée des quatre groupes (Erulkar et al., 2017)</li> <li>La promotion des droits des filles et des femmes à la radio et sur la télévision permet aux programmes d'atteindre des zones inaccessibles (Interview, 11/4a)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans les régions qui ont des traditions historiques reliées au mariage d'enfants, il peut être plus difficile de modifier les normes sociales et de genre pertinentes</li> <li>Possibilité de critiques et rejets de la part des acteurs traditionnels/religieux</li> </ul>
Santé sexuelle et reproductive (SSR)	<ul style="list-style-type: none"> <li>La grossesse « peut être une cause de mariage pour les filles » car les filles enceintes célibataires sont mariées au plus vite (Interview 10/28b)</li> <li>Le ministère de la Santé supporte l'accès aux services de santé reproductive et de planification familiale (Interview, 11/3)</li> <li>L'usage de contraceptifs augmente, mais reste faible (27% de toutes les femmes en âge de procréer) (FP2020, 2018)</li> <li>Le travail de Pathfinder pour réduire les difficultés d'accès aux services de planification familiale pour les adolescents et minimiser les préjugés des prestataires (Pathfinder International, n.d.; Pathfinder International et al., 2020)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Église catholique reste résistante face à l'élargissement de l'accès à la planification familiale (Interview, 11/3); d'autres critiques religieuses sont anticipées</li> <li>L'instabilité rend l'accès aux services SSR plus difficile (Mednick, 2020b)</li> </ul>
Protection de l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des comités de protection de l'enfant ont été mis en place à travers le pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les comités ne peuvent pas toujours accéder aux communautés où le risque</li> </ul>



Opportunités	Défis
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les services de sécurité interviennent lors de violences contre les enfants et sont équipés pour effectuer des sauvetages (11/4a)</li> <li>• Les interventions au niveau communautaire sont intégrées, permettant d'adresser plusieurs problématiques en lien avec les violences et les pratiques néfastes</li> </ul>	<p>est élevé en raison du terrorisme et de l'instabilité (Interview, 11/4b)</p>

### Impacts de COVID-19 et événements récents sur le CEFM

Il n'y a pas encore de données claires sur l'impact de COVID-19 sur le mariage d'enfants au Burkina Faso, mais les informateurs sont d'accords que les perturbations en termes de communications, de l'économie et des programmes peuvent augmenter les mariages d'enfants à moyen et long terme. Un informateur a mentionné la possibilité que COVID-19 ait réduit le mariage d'enfants pour le moment « puisque les gens sont confinés » (Interview, 10/28a). Une étude par Plan et Girls Not Brides sur l'impact de COVID-19 sur le mariage d'enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre a révélé que l'accès à la nourriture, à l'éducation, aux sources de revenu et aux soins de santé était en danger, et a constaté que la fermeture des écoles priverait les filles d'un environnement protecteur (Girls Not Brides & Plan International, 2020). En parallèle, les lacunes existantes dans les données liées au genre rendent encore plus difficile l'évaluation de l'impact de COVID-19 sur les femmes (Mednick, 2020a).

Les informateurs ont mentionné des moyens créatifs pour s'adapter, tels qu'équiper les communautés avec des outils pour continuer les programmes localement. Les défis liés à la communication et au suivi ont laissé les ONG sans une impression claire de l'efficacité des programmes (Interview, 10/28a). D'autres informateurs ont exprimé être inquiets par les enlèvements des filles rentrant de l'école « sans que de nombreuses personnes ne remarquent leur disparition ou aient la possibilité de voyager pour retrouver leurs enfants en raison du confinement » (Interview, 11/4b). Les efforts de plaidoyer ont également été ralentis par les limites de 25 personnes ou moins aux rassemblements publics (Interview, 11/4b).

La violence armée et la violence fondée sur l'origine ethnique des dernières années affectent également le CEFM, limitant l'accès aux communautés, fermant les écoles et rendant plus difficile la recherche des filles enlevées. (Interview, 11/4b). Un informateur a dit que dans les zones du pays qui concentrent majoritairement de populations déplacées, « les élèves abandonnent ou quittent l'école très tôt, principalement les filles, puis se retrouvent dans des communautés de refuge » et sont mariées « parce qu'il y a trop de bouches à nourrir » (Interview, 10/28b). Pendant les crises, certaines populations vulnérables utilisent des stratégies d'adaptation négatives comme le sexe de survie, le mariage des enfants et l'exploitation sexuelle (OCHA, 2020).

## D. Dynamiques

Cette section analyse les interactions entre les trois piliers précédents de l'analyse PEA (Facteurs fondamentaux, Règles du jeu et Ici et maintenant). Dans les domaines du **plaidoyer**, de la **recherche** et des **programmes**, nous évaluons où et comment les progrès de lutte contre le CEFM au Burkina Faso ont évolué, et quels facteurs d'après la littérature et les informateurs sont susceptibles d'empêcher ces progrès.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	IMPLICATIONS
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Progrès:</b> Les défenseurs ont obtenu le soutien de la Première Dame; des dirigeants locaux et le gouvernement s'engagent activement avec la coalition de la société civile; la recherche au niveau régional illustre de plus en plus quelles normes et quelles conditions sont à l'origine des disparités dans les taux de mariage d'enfants; divers programmes atteignent les communautés à travers le pays.</li><li>• <b>Obstacles:</b> Les réformes juridiques ne progressent pas et les objectifs de réduction du mariage d'enfants sont limités; significativement plus de recherche sera nécessaire pour identifier les approches efficaces; les programmes sont de petite échelle et difficiles à développer en raison de l'inaccessibilité des communautés cibles.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les investissements par les donateurs et OING dans les groupes de la société civile ont mené à des réponses appropriées concernant les programmes et le plaidoyer contre le CEFM</li><li>• Compte tenu des priorités concurrentes et du recul potentiel des acteurs conservateurs, davantage de plaidoyers doivent être menées à l'endroit du gouvernement pour qu'il donne la priorité à la lutte contre le CEFM</li><li>• La croissance des programmes serait probablement coûteuse et perdrait les avantages de l'adaptation locale</li><li>• La recherche supplémentaire sur les données sous-régionales et la mise en œuvre des interventions aiderait à maximiser l'efficacité des programmes</li></ul>

### Progrès

Les efforts de **plaidoyer** semblent avoir considérablement bénéficié du travail de CONAMEB depuis sa création en 2013. Bien qu'il n'ait pas encore eu de réformes juridiques établissant l'âge du mariage à 18 ans, leur travail a réussi à obtenir le soutien d'influenceurs comme la Première Dame – qui soutient les réformes juridiques – et les autorités locales – qui ont promis un soutien budgétaire pour mettre fin au mariage d'enfants (Interview, 11/4b). La coalition a obtenu une couverture médiatique favorable et a organisé des ateliers sur le mariage d'enfants pour les journalistes et les responsables politiques (Kindo, 2017). La structure de CONAMEB et le haut niveau de participation à la coalition – avec des OING collaborant sous la direction des OSC burkinabè – suggère un réseau qui fonctionne bien, capable de poursuivre stratégiquement les efforts de plaidoyer. La volonté du gouvernement de prendre des engagements et collaborer avec la société civile sur les questions de genre, et en particulier sur le mariage d'enfants, facilite les progrès politiques. L'élaboration de la stratégie nationale pour la prévention et l'élimination du mariage d'enfants avec la participation active de nombreuses parties prenantes a contribué à ouvrir la voie à une collaboration continue et à un engagement partagé sur le plan opérationnel de la stratégie (Sidibé, 2016).

Les responsables des programmes et les défenseurs profitent des progrès récents quant à la **recherche** sur le CEFM pour mieux comprendre l'ampleur du problème dans les régions du Burkina Faso. Une étude sur le mariage d'enfants au Sahel supporté par l'UNICEF et datant de 2016 a présenté les normes sociales et les traditions qui ont rendu les progrès dans ces régions si difficiles. Un informateur a commenté : « Les données informent l'action [...] le programme ne peut pas être le même dans toutes les régions » (Interview, 11/4a). L'évaluation par le Population Council de son intervention dans la région des Cascades a fourni des détails importants sur l'efficacité de l'engagement communautaire. Leur étude comprenait une analyse des coûts, concluant « qu'il est possible de mettre en œuvre des interventions simples et à coûts limités pour empêcher le mariage d'enfants et promouvoir la scolarisation » (Erulkar et al., 2020). Alors que les données DHS (xxx) disponibles les plus récentes datent de 2010, un rapport basé sur l'enquête Multi-Indicator Continuous Survey (MICS) de 2015 a fourni des données plus récentes sur les taux de mariage d'enfants, ainsi que sur MGF (Interview, 11/4b).

Les **programmes** contre le CEFM au Burkina Faso sont implémentés par le gouvernement, les OING et les OSC avec le soutien de donateurs internationaux. Les programmes consistent en la mobilisation communautaire, de formations professionnelles, d'insertion socioéconomiques, d'éducation et de fourniture des services de santé sexuelle et reproductive, d'éducation communautaire, des réseaux de protection de l'enfant et d'engagement de la part des chefs religieux et traditionnels locaux. Plusieurs informateurs ont mentionné qu'ils regroupent ces différentes approches dans les mêmes communautés, adaptant leurs programmes aux contextes locaux. Une intervention évaluée par Population Council a révélé que les groupes avec comme traitement une emphase sur les dialogues communautaires étaient plus efficaces à réduire la probabilité de mariage, modifier les croyances des parents concernant l'âge idéal du mariage et maintenir les filles à l'école, que les groupes ayant reçu des incitations scolaires ou un traitement plus holistique (Erulkar et al., 2017).

### Obstacles aux progrès

Les progrès du **plaidoyer** ont été ralentis par des messages religieux sur le mariage et les valeurs traditionnelles. Bien qu'aucun informateur ou article n'ait mentionné d'opposition organisée contre l'augmentation de l'âge légal du mariage, un informateur a mentionné que le ministre de la Justice avait reçu des réactions négatives de la part des communautés musulmanes concernant l'âge du mariage, une possible explication pourquoi l'Assemblée nationale n'a pas adopté de réforme juridique. (Interview, 11/4b). Le gouvernement semble également réticent à fixer des objectifs ambitieux de réduction du mariage d'enfants, son premier objectif de réduction de 20 % d'ici 2025 étant considéré comme « trop bas », selon un informateur, et certainement pas en voie d'atteindre le niveau d'élimination désiré pour 2030, la date cible des Objectifs de Développement Durable (Interview, 10/28a).

Alors que la **recherche** au niveau régional du Burkina Faso ait aidé les responsables de programmes à comprendre les contextes locaux, il n'y a pas suffisamment de données sous-régionales ou d'évaluations de programmes pour étayer de manière fiable et formelle les interventions. Les informateurs ont suggéré que le manque de ressources était un facteur majeur, comme l'a dit un informateur, « nous manquons de données pour savoir où sont les

problèmes et dans quelle mesure ils sont abordés » (Interview, 10/28b). Un autre a déclaré : « Au Burkina, il n'y a pas beaucoup d'études qui ont été faites, ou alors les études sont très anciennes. Nous avons besoin de recherche parce que c'est important, mais c'est cher comparé à investir dans la planification des programmes » (Interview 10/28b). Des ressources supplémentaires pour les évaluations de programmes permettraient aux nombreux et expérimentés responsables burkinabè d'améliorer leurs approches stratégiques. La collecte de données a également souffert des troubles dans le pays. Construire la confiance avec les communautés dans les zones de conflit et identifier des femmes collectrices de données est un défi particulièrement difficile pour les organisations internationales. Par exemple, CARE travaille au Burkina Faso depuis 2017, mais n'a pas été en mesure de recueillir des données primaires sur le genre (Mednick, 2020a).

Le terrorisme avec son lot de déplacements internes et la COVID-19 pèsent tous lourdement sur les chances de réussite des **programmes** au Burkina Faso. Tous les programmes de lutte

« Nous devons déterminer comment prendre des risques, être agile et investir dans les organisations locales »

– Interview, 11/3

contre le mariage d'enfants sont à petite échelle, ce qui leur permet d'être adaptés au contexte local, mais leur portée est limitée, d'autant plus que les communautés qui ont le plus besoin d'efforts contre le CEFM se trouvent dans les zones rurales et moins accessibles. Dans son évaluation, le Population Council a constaté qu'il était difficile d'atteindre un grand nombre de filles avec des programmes intégrés et exhaustifs, « reflétant probablement la difficulté accrue de mettre en œuvre des programmes complexes à plusieurs composantes, exacerbée par

le fait que les interventions sont mises en œuvre dans des zones rurales reculées où les ménages sont dispersés, isolés ou inaccessibles » (Erulkar et al., 2020). Ils ont conclu qu'il est peu probable d'avoir des programmes complets et aux grands échelles soient atteintes simultanément, car « dans les zones reculées, il est difficile de maintenir la qualité d'un programme complexe » (Erulkar et al., 2020). En parallèle, les programmes du Burkina Faso manquent de ressources. Selon un informateur, « il n'y a pas assez de financement pour l'écosystème francophone » et les CSO du pays sont relativement jeunes (Interview, 11/3).

## V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de cette PEA soutiennent les conclusions et recommandations suivantes:

### A. Quelle sont les justifications économiques pour l'investissement dans la lutte contre le CEFM au Burkina Faso?

- **Le Burkina Faso a plusieurs composantes cruciales pour le succès qui ne sont pas actuellement engagés en raison de financement limité.** L'engagement du gouvernement en faveur de l'égalité des genres, la mobilisation de la société civile pour la lutte contre le mariage d'enfants et les responsables expérimentés de programmes qui s'attaquent à la question sont des facteurs puissants avec la capacité de lutter contre le mariage d'enfants, malgré de nombreux obstacles. Des investissements supplémentaires pourraient aider le gouvernement à donner la priorité au mariage d'enfants dans ses plans de développement et à encourager un ensemble d'objectifs plus ambitieux sur la question.
- **L'activisme de la société civile du Burkina Faso sur le mariage d'enfants pourrait servir de modèle ailleurs.** CONAMEB, la coalition de la société civile burkinabè sur le mariage d'enfants, bénéficie d'un encadrement fort par des organisations burkinabè, de groupes de travail techniques actifs, d'activités ciblées et d'un message discipliné. Les exemples de coalitions efficaces à long-terme comme CONAMEB sont rares, donc un investissement dans l'observation et la documentation du travail de CONAMEB pourrait être très utile aux groupes de la société civile qui apprennent encore à se faire entendre sur cette question.
- **Susciter des progrès au Burkina Faso fournirait des leçons sur la façon d'aborder les taux élevés de mariage d'enfants.** Le mariage d'enfants au Burkina Faso partage certaines des caractéristiques observées dans d'autres pays, telles que des taux ruraux élevés, la pauvreté et les normes sociales. Contrairement aux pays qui ont vu leurs taux baisser, ce pays n'a pas connu le type de progrès économique qui aurait pu déclencher des baisses significatives de CEFM. Cela pourrait fournir un test important pour savoir si des progrès peuvent être accomplis dans un pays qui a la volonté politique et l'expérience pour s'attaquer au problème, mais qui manque de changements macro-économiques.

### B. Quels sont les facteurs d'influence clés du CEFM au Burkina Faso ?

- **La stratégie nationale et ses plans opérationnels servent de repères importants à la fois pour le gouvernement et la société civile.** La stratégie nationale fournit un cadre que les acteurs impliqués suivent pour coordonner et surveiller leurs efforts, et qui sert de référence pour réduire le taux de mariage d'enfants par 20% d'ici 2025. Bien qu'elle soit soutenue par des acteurs internationaux, la stratégie bénéficie d'une direction et d'une origine burkinabè. Les investissements dans le mariage d'enfants devraient suivre cette stratégie et faire avancer les efforts pour un suivi des progrès.
- **Diverses organisations autant internationales et que de la société civile intègrent le mariage d'enfants dans leurs programmes et ont une portée dans les communautés à travers le pays entier.** Des OING comme Population Council, Plan, The Hunger Project, Save the Children International et Pathfinder ont fourni au niveau mondial des ressources éducatives et du financement pour s'attaquer au problème de CEFM et ont travaillé avec

des groupes locaux pour atteindre les communautés affectées. Alors que la société civile est un acteur relativement récent, les OSC poursuivent des stratégies à volets multiples et se joignent à des acteurs clés, même dans les zones difficiles d'accès.

- **Les investissements courants au Burkina Faso et les relations positives entre les donateurs et le gouvernement peuvent être mis à profit pour accroître la priorisation des adolescentes.** Les donateurs travaillent avec le gouvernement pour supporter un plan de développement post-COVID-19 mettant l'accent sur le capital humain et des genres, et investissent dans des programmes de planification familiale pour les adolescents. Les adolescentes sont essentielles au développement économique futur du Burkina Faso, et cibler les normes sociales est critique pour l'égalité des genres. Les donateurs peuvent aider à placer le mariage d'enfants comme une priorité dans le plan de développement et d'égalité des genres dirigé par le gouvernement et accroître le niveau des financements publics pour ce volet.

### C. Dans quelles domaines l'investissement/l'influence peuvent-elles transformer les lacunes en opportunités ?

- **Les programmes combattant le CEFM au Burkina Faso ont besoin de données suffisantes et de meilleures qualités sur les CEFM, générées à partir d'études quantitatives et qualitatives, et d'évaluations de programmes.** Les organisations internationales et de la société civile ont depuis longtemps des difficultés à obtenir les données dont elles ont besoin pour améliorer leurs stratégies. Il faut plus de données fiables sous-régionales et qualitatives. L'investissement dans la collecte de données sous-régionales devrait examiner, par exemple, pourquoi le mariage des moins de 15 ans semble augmenter dans certaines régions et diminuer dans d'autres. Il existe peu d'informations sur l'impact de la polygamie sur le mariage d'enfants. La plupart des organisations semblent regrouper simultanément leurs approches, promouvant la scolarisation, l'autonomisation économique, la santé sexuelle, l'engagement communautaire et les droits des filles – pourtant, elles ne disposent pas d'attestations claires sur quelles interventions sont les plus efficaces.
- **L'investissement dans les capacités des organisations de la société civile ainsi que dans les programmes ciblant le changement des normes peut établir une structure de base pour des gains futurs.** Les organisations menées par les jeunes et les femmes jouent un rôle important dans le plaidoyer et l'implémentation des programmes. Les organisations burkinabè devraient continuer à servir de dirigeants du mouvement anti-CEFM. Elles auront besoin de ressources supplémentaires pour subvenir à leurs besoins, surveiller les progrès de leurs programmes et faire face aux défis actuels liés à la COVID-19. Avec leurs liens et leurs expériences au sein des communautés affectées, ces groupes sont bien placés pour mettre en œuvre des initiatives qui remettent en question les normes sociales sous-jacentes au CEFM.
- **Un engagement accru des chefs religieux au niveau national pourrait stimuler le changement social.** Certains groupes se sont engagés avec des chefs religieux au niveau local, mais il n'est pas clair s'il y a des tentatives au niveau national d'impliquer les chefs religieux pour du soutien à combattre le CEFM. D'autres pays ont animé des réunions transnationales pour changer les perceptions sur le mariage d'enfants, en particulier parmi

les Imams. Considérant le taux élevé de mariages d'enfants parmi les communautés musulmanes, des dirigeants musulmans renommés pourraient être des influenceurs efficaces.

## RÉFÉRENCES

- Amnesty International. (2016). *Coerced and Denied: Forced marriages and barriers to contraception in Burkina Faso* (AFR 60/3851/2016). Amnesty International.
- Brady, M., Saloucou, L., & Chong, E. (2007). *Girls' adolescence in Burkina Faso: A pivot point for social change*. Population Council. <https://doi.org/10.31899/pgy3.1006>
- Erulkar, A., Medhin, G., & Weissman, E. (2017). *The impact and cost of child marriage prevention in three African settings*. The Population Council. <https://doi.org/10.31899/pgy8.1038>
- Erulkar, A., Medhin, G., Weissman, E., Kabore, G., & Ouedraogo, J. (2020). Designing and Evaluating Scalable Child Marriage Prevention Programs in Burkina Faso and Tanzania: A Quasi-Experiment and Costing Study. *Global Health: Science and Practice*, 8(1), 68–81. <https://doi.org/10.9745/GHSP-D-19-00132>
- FHI 360. (2018). *Burkina Faso National Education Profile 2018 Update*. FHI 360. [https://www.epdc.org/sites/default/files/documents/EPDC\\_NEP\\_2018\\_Burkinafaso.pdf](https://www.epdc.org/sites/default/files/documents/EPDC_NEP_2018_Burkinafaso.pdf)
- FP2020. (2018, June 7). *Burkina Faso: Commitment Maker Since 2012*. FP2020. <https://www.familyplanning2020.org/burkina-faso>
- Girls Not Brides. (n.d.). *Burkina Faso—Child Marriage Around The World*. Girls Not Brides. Retrieved November 13, 2020, from <https://www.girlsnotbrides.org/child-marriage/burkina-faso/>
- Girls Not Brides, & Plan International. (2020). *COVID-19 and Child Marriage in West and Central Africa* [Policy Brief]. Girls Not Brides, Plan International. <https://ams3.digitaloceanspaces.com/girlsnotbrides-org/www/documents/COVID-19-and-child-marriage-in-West-and-Central-Africa.pdf>
- Global Child Protection Area of Responsibility. (2019). *Risks and Needs for Child Protection in Burkina Faso: Secondary Data Review*. Global Child Protection Area of Responsibility.
- Gomez-Perez, M. (2016). Women's Islamic activism in Burkina Faso: Toward renegotiated social norms? *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne Des Études Africaines*, 50(1), 45–63. <https://doi.org/10.1080/00083968.2015.1116100>
- Code des personnes et de la famille au Burkina Faso, no. AN VII 0013/FP/PRES (1989). <https://www.refworld.org/docid/3ae6b4da27.html>
- Burkina Faso Constitution du 11 Juin 1991 (Version du 11 Juin 2012)*, (2012) (testimony of Government of Burkina Faso). <https://mjp.univ-perp.fr/constit/bf2012.htm>
- Initiatives Conseil International. (2016). *Étude sur le Mariage Des Enfants Dans la Région du Sahel*. Initiatives Conseil International, UNICEF.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), ICF International, & Ministère de l'Économie et des Finances. (2012). *Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDSBF-MICS IV) 2010*. Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), Ministère de l'Économie et des Finances, ICF International. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR256/FR256.pdf>
- IOM. (2020, August 25). *Burkina Faso Records One Million Internally Displaced, Its Most Ever, as Violence Rages Amid COVID-19*. International Organization for Migration.



- <https://www.iom.int/news/burkina-faso-records-one-million-internally-displaced-its-most-ever-violence-rages-amid-covid>
- Kindo, N. (2017, November 22). Burkina: De la question de l'abolition du mariage d'enfants ! *L'Actualité du Burkina Faso 24h/24*. <https://www.burkina24.com/2017/11/22/burkina-de-la-question-de-labolition-du-mariage-denfants/>
- Mednick, S. (2020a, June 3). *In Burkina Faso, access to gender data is complicated by conflict*. Devex. <https://www.devex.com/news/sponsored/in-burkina-faso-access-to-gender-data-is-complicated-by-conflict-97360>
- Mednick, S. (2020b, October 14). *Surging violence in Burkina Faso threatens women's access to health care*. Devex. <https://www.devex.com/news/sponsored/surging-violence-in-burkina-faso-threatens-women-s-access-to-health-care-98291>
- Menocal, A. R., Cassidy, M., Swift, S., Jacobstein, D., Rothblum, C., & Tservil, I. (2018). *Thinking and Working Politically Through Applied Political Economy Analysis: A Guide for Practitioners*. USAID: Center of Excellence on Democracy, Human Rights and Governance.
- Ministere de l'Action Sociale et de la Solidarité. (2015). *Plan D'actions Operationnel Triennal De La Strategie Nationale De Prevention Et D'elimination Du Mariage D'enfants Au Burkina Faso 2016-2018*. Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité.
- OCHA. (2020). *Overview of Humanitarian Needs and Requirements: Sahel Crisis* (p. 30). OCHA. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/HNRO%20Sahel%20May%202020.pdf>
- OCHA. (2021). *Plan de Réponse Humanitaire Burkina Faso*. OCHA. [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa\\_viz\\_hrp\\_2021\\_21042021.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa_viz_hrp_2021_21042021.pdf)
- Pathfinder International. (n.d.). *Beyond Bias*. Pathfinder International. Retrieved November 13, 2020, from <https://www.pathfinder.org/projects/beyond-bias/>
- Pathfinder International, Camber Collective, IDEAS42, & International Center for Research on Women (ICRW). (2020, June). *(Re)solve in Burkina Faso*. [https://www.pathfinder.org/wp-content/uploads/2020/06/PF-053-resolve-BF-slidedoc\\_FINAL-5.29.20.pdf](https://www.pathfinder.org/wp-content/uploads/2020/06/PF-053-resolve-BF-slidedoc_FINAL-5.29.20.pdf)
- Sahel and West Africa Club, OECD. (2018). *Maps & Facts No. 63*. Sahel and West Africa Club, OECD.
- Sidibé, A. L. G. (2016, January 14). *National Strategy for the Prevention and Elimination of Early Marriage: A New Hope for the Young Girl*. LeFaso.
- UNFPA, & UNICEF. (2019). *Mutilations Génitales Féminines & Mariage d'Enfants: Rapport thématique basé sur l'EDS 2010 et l'EMC-MDS 2015*. UNFPA, UNICEF.
- UNHCR. (2020, January 7). *UNHCR condemns killing of 25 internally displaced people in Burkina Faso*. UNHCR. <https://www.unhcr.org/news/press/2020/10/5f7d72a04/unhcr-condemns-killing-25-internally-displaced-people-burkina-faso.html>
- UNICEF. (2019). *Country Office Annual Report 2019 Burkina Faso*. UNICEF. <https://www.unicef.org/about/annualreport/files/Burkina-Faso-2019-COAR.pdf>
- United Nations Development Programme. (2020). *Burkina Faso* [Human Development Reports]. UNDP.
- World Bank. (2020a). *Burkina Faso At-A-Glance*. <https://www.worldbank.org/en/country/burkinafaso/overview>

World Bank. (2020b, October 13). *Sahel Women's Empowerment and Demographics Project* [Text/HTML]. World Bank. <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P150080>

World Food Programme. (2020). *Burkina Faso* [Country Brief].

## APPENDIX A. GUIDE D'ENTREVUE DES INFORMATEURS CLÉS (FRANÇAIS)

### Guide d'entrevue des informateurs clés – Burkina Faso

**Introduction:** Merci beaucoup de prendre le temps de me parler aujourd'hui. Iris Group prépare une analyse d'économie politique sur les mariages d'enfants, précoces et forcés (CEFM). Notre objectif est de développer une analyse générale du contexte des CEFM dans chacun des huit pays, incluant le Burkina Faso. Vous nous avez été recommandé en tant qu'expert au Burkina Faso sur cette question, et nous apprécions vraiment votre contribution. Vos réponses nous aideront à comprendre le contexte des CEFM au Burkina Faso et formuler des recommandations. Les résultats seront utilisés pour des analyses internes par la Fondation, et nous ne prévoyons pas une diffusion publique de ces résultats. Pour clarifier, aucune réponse spécifique ne vous sera attribuées sans votre consentement. Nous vous remercions pour vos réponses honnêtes et votre temps.

D'abord, pouvez-vous nous parler un peu de votre travail au Burkina Faso sur le mariage d'enfants, précoce et forcé?

#### Facteurs fondamentaux

D'après votre travail et expérience, que considérez-vous sont les facteurs les plus importants qui causent des **différences régionales** dans le mariage d'enfants? (explorer les différences géographiques et environnementales)

De quelles manières, s'il y a lieu, **la classe économique** influence-t-elle les taux et les pratiques de CEFM au Burkina Faso ?

Comment est-ce que les **différences ethniques** affectent le mariage d'enfants au Burkina Faso? Les différentes régions suivent-elles différentes valeurs culturelles et/ou ethniques ?

Comment l'inégalité historique entre les genres affecte-elle le CEFM ?

## Règles du jeu

Comment la **loi** du Burkina Faso affecte-t-elle le CEFM ?

Comment les **engagements internationaux** affectent-ils les lois ou les politiques au Burkina Faso sur le CEFM ?

Quelles sont les **normes sociales** les plus fréquemment liées au CEFM ? Dans quelle mesure celles-ci diffèrent-elles entre les différents groupes ethniques ?

Y a-t-il eu des **changements récents de normes** liées au genre, à la fertilité, à la responsabilité familiale et aux premiers rapports sexuels ? Ces derniers ont-ils été reflétés dans les taux de CEFM ?

## Ici et maintenant

Qui sont les **principales parties prenantes et acteurs du CEFM** ? (explorer les donateurs, les OSC, les décideurs politiques, les défenseurs) Y a-t-il des champions exceptionnels qui travaillent sur ce sujet?

Quel rôle jouent les droits des femmes et les groupes de jeunes sur la question du CEFM au Burkina Faso?

Quelle influence les **ONG internationales, les institutions et les donateurs** ont-ils sur le CEFM au Burkina Faso ? Quelles sont les limites à leur influence?

Les progrès du CEFM sont-ils principalement motivés par des **acteurs extérieurs ou intérieurs** de Burkina Faso ? Existe-t-il des tensions entre les acteurs externes et internes ? Les communautés perçoivent-elles CEFM comme un enjeu purement national ?

Quel rôle jouent les **médias** au Burkina Faso dans le CEFM ?

Le CEFM est-il lié à d'autres enjeux au niveau national (par exemple, l'éducation, l'économie, les droits sexuels et la santé reproductive, le VIH, le HTP, etc.) ou est-il traité comme une question distincte ? Quels sont les avantages et les inconvénients d'étudier CEFM à travers ces différentes perspectives ?

Comment pensez-vous que **COVID-19** affecte les taux de CEFM et les efforts pour les réduire ?

Quels **événements mondiaux, régionaux ou nationaux** furent importants pour le CEFM au Burkina Faso au cours des dernières années ?

### Dynamiques

Où sont les **lacunes** (dans les programmes, la recherche, le plaidoyer) ? Dans quels domaines ces lacunes peuvent-elles être converties en opportunités ?

Quels **progrès** liés au CEFM avez-vous remarqués au Burkina Faso ? (*explorer les programmes, la recherche, le plaidoyer*)

Quels sont et qui sont les plus **grands obstacles** aux efforts actuels de réduction de CEFM au Burkina Faso ? (*explorer les défis liés aux programmes, la recherche, le plaidoyer*) Ceux-ci ont-ils changé au fil du temps ?

Y a-t-il d'autres gens à qui nous devrions nous adresser pour plus de renseignements sur ce sujet ? Avez-vous des documents supplémentaires qui pourraient nous aider à mieux comprendre le contexte du mariage d'enfants au Burkina Faso ?